

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/GC/M/88

11 novembre 2004

(04-4800)

Conseil général
20 octobre 2004

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION

tenue au Centre William Rappard
le 20 octobre 2004

Président: M. Shotaro Oshima (Japon)

Avant l'adoption de l'ordre du jour, le Président a souhaité la bienvenue au Royaume du Cambodge en tant que 148^{ème} Membre de l'OMC et deuxième PMA à accéder à l'Accord sur l'OMC depuis son entrée en vigueur en 1995.¹

1.	Iran – Demande d'accession	2
2.	Rapport du Président du Comité des négociations commerciales.....	3
3.	Programme de travail sur les petites économies - Rapport du Président de la Session spécifique du Comité du commerce et du développement	7
4.	Déroptions au titre de l'article IX de l'Accord sur l'OMC – Introduction des modifications du Système harmonisé de 1996 dans les listes de concessions tarifaires de l'OMC – Demandes de dérogations présentées par l'Argentine et Israël.....	8
5.	Élargissement de l'Union européenne – Communication des Communautés européennes	9
6.	Régime des pensions de l'OMC	11
a)	Rapport annuel du Comité de gestion pour 2003.....	11
b)	Accord sur le transfert des droits à pension des participants à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et des participants au Régime des pensions de l'OMC.....	12
7.	Date de la sixième session de la Conférence ministérielle	13
8.	Désignation des Présidents de certains organes de l'OMC – Déclaration du Président	14
9.	Projet de Convention de l'UNESCO sur la protection de la diversité des contenus culturels et expressions artistiques	15
10.	Archivage numérique des documents officiels du GATT et de certains documents internes du GATT.....	20
11.	Désignation du nouveau Directeur général	20

¹ Les déclarations du Président et des délégations concernant l'accession du Cambodge sont reproduites à l'annexe.

1. Iran – Demande d'accession (WT/ACC/IRN/1)

1. Le Président a appelé l'attention sur la communication reproduite sous la cote WT/ACC/IRN/1, par laquelle l'Iran demandait à accéder à l'Accord sur l'OMC conformément à l'article XII, et a rappelé que le Conseil général avait examiné cette question pour la dernière fois à sa réunion de juillet. Compte tenu des avis exprimés à cette réunion, il avait dit qu'il resterait en contact avec les délégations et réfléchirait à la meilleure manière de procéder, et le Conseil était convenu de revenir sur ce point à la réunion en cours. Le 18 octobre, il avait mené d'autres consultations afin de déterminer si les positions avaient évolué de manière à permettre aux Membres de s'acheminer vers une solution satisfaisante concernant la demande d'accession de l'Iran. Il avait invité à ces consultations toutes les délégations qui s'étaient exprimées sur ce sujet lors des réunions du Conseil de février, de mai et de juillet. Il était ressorti clairement qu'un grand nombre de délégations étaient toujours en faveur d'une action positive rapide au sein du Conseil sur cette demande sur la base des dispositions de l'article XII. Il n'y avait toutefois toujours pas, à ce stade, de consensus visant à accepter la demande de l'Iran et à créer un groupe de travail aux fins de son examen. Même si le Président restait prêt à continuer d'œuvrer avec les délégations afin de faciliter les progrès sur ce dossier, force lui était de reconnaître que rien ne l'incitait à penser qu'à ce stade de nouvelles consultations seraient plus fructueuses.

2. La représentante des États-Unis a dit que son gouvernement continuait à examiner la question de l'accession de l'Iran à l'OMC. Sa délégation n'avait rien à ajouter à la déclaration qu'elle avait faite à la réunion de juillet du Conseil général.

3. Le représentant du Paraguay, intervenant au nom du Groupe informel des pays en développement, a dit qu'il avait pris note de la déclaration des États-Unis. Le Groupe espérait que les États-Unis achèveraient prochainement leur examen de la question et seraient à même de donner une réponse positive à la réunion suivante du Conseil général.

4. Les représentants de la Malaisie, de la Chine, du Pakistan, de la Turquie, de l'Inde, du Népal et du Nigéria, intervenant au nom du Groupe africain, ont associé leurs délégations à la déclaration faite par le Paraguay au nom du Groupe informel des pays en développement.

5. Les représentants de la Malaisie, de la Chine, de Cuba, de l'Indonésie, du Pakistan et des Communautés européennes ont prié instamment le Président de poursuivre ses efforts en vue de régler cette question par le biais de consultations.

6. Le représentant de la Chine a dit que sa délégation tenait à réitérer sa profonde préoccupation concernant la manière dont cette question était traitée. La demande d'accession de l'Iran était inscrite depuis des années à l'ordre du jour du Conseil général, et la Chine comprenait mal pourquoi elle ne pouvait pas être traitée par les Membres conformément aux règles appliquées à d'autres demandes similaires. Pareille inaction desservait le système commercial multilatéral. Une rapide conclusion de l'examen du sujet par les États-Unis aiderait les Membres à régler cette vieille question. Un examen de cette demande effectué à brève échéance et dans un état d'esprit positif ne pourrait que contribuer à l'intégration de l'Iran dans le système commercial multilatéral, pour le bénéfice de tous les Membres.

7. Le représentant de Cuba a dit que, pour qu'un pays accède à l'OMC, deux conditions essentielles devaient être remplies: il fallait qu'il satisfasse aux prescriptions en matière d'accession énoncées à l'article XII et qu'il soit prêt à respecter les obligations incombant à chaque Membre. L'Iran avait satisfait à ces deux conditions et les Membres ne devraient pas faire entrer dans cette question des éléments étrangers au commerce. Malgré le temps considérable qui y avait été consacré, aucun progrès n'avait été accompli bien que, comme le Président l'avait signalé, de nombreux Membres soient favorables à la demande de l'Iran de voir instituer un groupe de travail pour examiner sa demande d'accession. Cuba prenait note du fait que les consultations n'avaient toujours pas donné

de résultats et exhortait les parties ayant des difficultés à cet égard à s'orienter vers une solution satisfaisante, de manière qu'un groupe de travail puisse être établi pour un pays en développement comme l'Iran aux fins de l'examen de sa demande dans les délais fixés pour l'accession à l'OMC.

8. Le représentant de l'Indonésie a dit qu'il était temps que l'OMC trouve une solution à cette question en attente de règlement depuis huit ans. Les Membres devaient continuer de défendre fermement le principe consistant à accepter les demandes d'accession en fonction du bien-fondé de chacune, indépendamment des divergences de vue sur des questions telles que le stade de développement ou l'orientation politique. Cela était important si l'OMC voulait garantir l'universalité de sa participation. Il était difficile d'accepter que la demande de l'Iran ne soit toujours pas recevable pour certains Membres alors même que la demande en soi était conforme aux normes appliquées à des demandes similaires. L'Iran devrait jouir de la même considération que d'autres pays qui avaient demandé leur accession. Tous les pays demandant à devenir Membres de l'OMC devaient être traités de la même façon et avoir les mêmes chances de devenir Membre.

9. Le représentant du Pakistan a exhorté les participants à trouver une solution rapide à cette question depuis longtemps en souffrance. L'Iran était une nation commerçante importante et pratiquement 90 pour cent de ses échanges se faisaient avec des Membres de l'OMC. Accéder à l'OMC accélérerait son processus de réformes et stimulerait les échanges régionaux.

10. Le représentant du Venezuela a dit que, comme d'autres délégations l'avaient relevé, la demande de l'Iran était en souffrance depuis ces quelque huit dernières années. Sa délégation remerciait le Président des consultations que ce dernier avait tenues et auxquelles le Venezuela avait pris part. Son pays ne voyait pas comment la poursuite de ces consultations aboutirait à une décision de créer un groupe de travail pour examiner la demande d'accession de l'Iran. Le Venezuela soutiendrait le Président dans toute démarche que celui-ci déciderait d'engager et incitait vivement la délégation qui avait du mal à accepter la demande de l'Iran à réexaminer sa position et à parvenir à une conclusion.

11. Le représentant de la Turquie a dit que la demande de l'Iran était en souffrance depuis longtemps, bien qu'elle remplisse les critères de démarrage du processus d'accession énoncés à l'article XII, et qu'elle devait être traitée conformément aux procédures normales d'accession de l'OMC. La Turquie renouvelait l'appel qu'elle avait lancé précédemment aux Membres de traiter la demande de l'Iran en fonction de son bien-fondé par rapport à l'OMC.

12. Le représentant de l'Inde a réitéré le ferme soutien de sa délégation à la prompt accession de l'Iran à l'OMC.

13. Le Président a proposé, compte tenu des avis exprimés, de poursuivre ses consultations et a suggéré que le Conseil général revienne sur cette question à sa réunion suivante.

14. Le Conseil général a pris note des déclarations et en est ainsi convenu.

2. Rapport du Président du Comité des négociations commerciales

15. Le Président a invité le Directeur général, en sa qualité de Président du CNC, à faire un rapport sur les activités du CNC depuis son dernier rapport au Conseil.

16. Le Directeur général, Président du CNC, a dit que le CNC avait tenu sa quatorzième réunion le 12 octobre. C'avait été la première réunion du CNC depuis l'adoption de la Décision de juillet sur le Programme de travail de Doha et trois points de l'ordre du jour y avaient été discutés. Au titre du premier point, et conformément à la Décision de juillet, le CNC avait établi un Groupe de négociation sur la facilitation des échanges et désigné M. Noor (Malaisie) comme son Président. Au titre du

deuxième point de l'ordre du jour, intitulé "Suite donnée à la Décision du Conseil général - Déclarations du Directeur général et des Présidents des organes établis par le CNC", il avait appelé les délégations à faire fond sur le succès du mois de juillet et dit que le défi le plus important, dans l'immédiat, était de maintenir la pression et de faire autant de progrès que possible. Il avait aussi réitéré son soutien aux négociations. La réunion avait montré que les travaux avaient pris un bon départ après le succès obtenu en juillet. Dans de nombreux domaines des négociations, les travaux des semaines qui suivraient auraient un caractère quelque peu technique. Ce n'était que lorsque les travaux auraient beaucoup progressé que les Membres seraient en mesure de passer aux étapes suivantes du Programme de Doha pour le développement (PDD) en voyant les choses avec clarté.

17. Le Président pensait qu'il faudrait que les participants examinent le rôle de la Conférence ministérielle de Hong Kong à un moment donné au cours du printemps 2005. Ce serait aussi le bon moment pour évaluer les progrès accomplis en ce qui concernait les travaux techniques et commencer à déterminer le niveau d'ambition pour la Conférence ministérielle et après. Le CNC continuerait de se réunir régulièrement pour exercer son rôle d'organe de supervision, comme le prévoyait la Déclaration ministérielle de Doha. Le CNC était l'organe central des négociations et les Membres devraient l'utiliser pour faire en sorte que l'élan donné par la Décision de juillet et les travaux sérieux en cours dans les organes de négociation soient maintenus. Le Président continuerait de rencontrer régulièrement tous les Présidents des organes de négociation et le Président du Conseil général pour faire en sorte que chacun œuvre d'une manière cohérente et coordonnée. À la réunion du CNC, plusieurs délégations avaient fait part de leurs préoccupations concernant le calendrier des réunions. Les Membres devraient s'efforcer d'y être attentifs au fur et à mesure que cette période chargée se rapprochait. Il prévoyait de tenir la réunion suivante du CNC le 9 décembre 2004. D'ici là, tous les organes de négociation se seraient alors réunis au moins encore une fois. Cette date précéderait également de peu la réunion du Conseil général de décembre et la fin de l'année, ce qui semblerait donc être le moment approprié pour les Membres pour évaluer une nouvelle fois la situation générale.

18. En ce qui concerne la mise en œuvre, la Décision de juillet l'invitait, en sa qualité de Directeur général, à poursuivre ses consultations sur les questions de mise en œuvre au titre du paragraphe 12 b) et à faire rapport au CNC et au Conseil général pour mai 2005. Il avait l'intention d'aller le plus loin possible dans l'accomplissement de cette mission et avait déjà entamé des consultations à cet effet. Bien entendu, il ferait rapport au CNC et au Conseil général à titre provisoire. Également au titre du deuxième point de l'ordre du jour, les participants avaient été informés des travaux que plusieurs présidents et lui-même avaient entamés dans divers domaines des négociations. Au titre du troisième point de l'ordre du jour, plusieurs participants avaient fait des déclarations, notamment sur ce qu'ils considéraient comme des priorités pour l'avenir immédiat. Dans l'ensemble, ç'avait été une réunion pragmatique et positive. Le travail avait bien commencé, dans une bonne ambiance. Toutefois, cela ne voulait pas dire que les Membres devaient lever le pied: un travail important et très difficile les attendait. Les Membres venaient de créer un groupe de négociation de plus et ils ne devaient pas oublier que la Décision de juillet contenait aussi des délais intermédiaires. Ils devaient s'atteler à cette tâche de bonne foi et mettre à profit les prochains mois d'une manière efficace et pragmatique pour pouvoir progresser dans tous les domaines du PDD. Il exhortait toutes les délégations à tirer profit de cette atmosphère positive et à se concentrer sur le travail de fond qui les attendait.

19. Le représentant de la Tanzanie, intervenant au nom des PMA, a exprimé sa reconnaissance au Directeur général et au Président pour l'étendue de leur travail et de leur dévouement, qui avaient abouti à la conclusion de l'ensemble de résultats de juillet. Ces pays tenaient également à remercier le Président du CNC de son rapport et les Présidents des divers groupes de négociation de leur engagement constructif dans leurs domaines respectifs, qui avait débouché sur l'adoption de la Décision de juillet. L'ensemble de résultats de juillet présentait aussi bien des possibilités que des difficultés qu'il revenait à l'ensemble des Membres d'aborder. Le Programme de Doha pour le développement se fixait comme objectif principal les questions de développement, questions que les PMA espéraient voir placer au cœur des débats à mesure que les Membres passaient du stade du cadre

à celui des modalités finales. Pour que ce cycle soit véritablement un Cycle du développement, les questions relatives au traitement spécial et différencié et à la mise en œuvre devaient être traitées de manière satisfaisante. L'agriculture restait le fer de lance de la quasi-totalité des économies des PMA. Etant donné que plus de 60 pour cent de la main-d'œuvre de ces pays tirait son emploi et ses moyens de subsistance de ce secteur et que pour certains PMA l'agriculture représentait plus de 70 pour cent de leurs exportations, une issue favorable des négociations sur l'agriculture était d'une importance vitale pour eux. Ces pays espéraient aussi assister à la tenue de discussions de fond et à l'adoption de modalités concrètes pour tenir compte de leurs préoccupations, dont notamment le traitement des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires (PDINPA), l'exemption des PMA des engagements de réduction, l'érosion des préférences traditionnelles et le traitement de l'aide alimentaire. En particulier, les disciplines restrictives sur l'aide alimentaire proposées devraient tenir compte des situations d'urgence des PMA et de leurs besoins sur le plan humanitaire et du développement. En ce qui concerne le coton, les PMA souhaitaient voir la création et l'entrée en fonctions immédiates du Sous-Comité du coton, comme convenu dans le cadre de la Décision de juillet, et que la question du coton soit "traité[e] de manière ambitieuse, rapide et spécifique, dans le cadre des négociations sur l'agriculture".

20. En ce qui concerne l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA), les PMA étaient reconnaissants d'être exemptés de tous les engagements de réduction. Ils tenaient toutefois à souligner que l'appel lancé aux PMA d'augmenter substantiellement la portée des consolidations devrait être subordonné à la capacité de chacun de le faire. Ils tenaient également à souligner leurs préoccupations concernant les OTC et l'érosion des préférences et leur souci de voir ces questions traitées dans les négociations sur les modalités. Afin de tirer vraiment parti des négociations sur les services, les PMA avaient besoin d'assistance technique pour pouvoir évaluer la nature des demandes et des offres, car ils avaient des difficultés dans ce domaine. Ils appelaient également les Membres à réaffirmer leur engagement en faveur de la mise en œuvre des Modalités du traitement spécial pour les PMA Membres dans les négociations sur le commerce des services adoptées par la Session extraordinaire du Conseil du commerce des services le 3 septembre 2003. Ils se félicitaient de la récente désignation de M. Noor (Malaisie) au poste de Président du Groupe de négociation sur la facilitation des échanges. Les PMA avaient une grande confiance dans ses qualités de chef de file et dans sa compréhension des questions de facilitation des échanges qui, ils en étaient convaincus, contribueraient à aboutir à une situation avantageuse pour tous les Membres. Les PMA attachaient une grande importance à la transparence et au fait de n'exclure personne du processus décisionnel à tous les niveaux de l'Organisation, y compris le Conseil général et les organes de négociation. Comme les Membres entraient dans une nouvelle phase des négociations, ils auraient à traiter cette question et à renforcer ce processus grâce aux diverses propositions émanant de différents groupes. Par ailleurs, l'ordre de succession des réunions des différents organes de négociation devrait permettre aux petites délégations d'y participer et d'y contribuer de manière effective. Les PMA restaient fidèles à l'engagement de coopérer pleinement avec le Directeur général et tous les autres Présidents des groupes de négociation, de façon à contribuer à l'issue favorable des négociations dans les délais souhaités. Ils espéraient qu'au cours de cette phase finale toutes les questions laissées en suspens qui présentaient un intérêt particulier pour eux seraient traitées à fond, et ils étaient prêts à y participer de manière constructive.

21. Le représentant du Nigéria, au nom du Groupe africain, a félicité le Directeur général et le Président du travail qu'ils avaient accompli dans le cadre de l'ensemble de résultats de juillet, et a exprimé l'espoir que cela continuerait au stade des modalités. Le Groupe s'est également félicité de la déclaration faite par la Tanzanie au nom des PMA. Comme environ 34 pays d'Afrique étaient des PMA, ce qui les concernait concernait l'Afrique tout entière. La présente réunion était la première réunion depuis l'adoption de l'ensemble de résultats de juillet et il s'agissait donc d'une réunion importante. Le Groupe voyait dans l'ensemble de résultats de juillet un pas dans la bonne direction pour replacer le Programme de Doha pour le développement (PDD) sur la bonne voie et en atteindre les objectifs. Le Groupe était prêt à participer de manière constructive au stade des modalités des

négociations et au-delà. Le Groupe tenait à souligner la nécessité d'accorder une plus grande priorité à toutes les questions liées au développement énoncées dans le PDD et de parvenir à des résultats satisfaisants dans ces domaines afin de donner un sens réel à l'expression Programme de Doha pour le développement. Les Membres devaient accomplir des progrès sur toutes les propositions relatives au traitement spécial et différencié axées sur des accords particuliers ainsi que sur toutes les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre. Le Groupe souhaitait que le processus d'amendement concernant l'Accord sur les ADPIC et la santé publique soit mené rapidement à terme afin que la solution temporaire de la dérogation devienne permanente et prévisible.

22. S'agissant d'agriculture, le Groupe tenait à souligner quelques-unes des principales questions qui le préoccupaient et l'intéressaient. Le PDD avait donné au traitement spécial et différencié un rôle central dans tous les éléments des négociations. Il était donc important de le traiter comme une partie intégrante de tous les éléments visés par les négociations. De même, le Groupe souhaitait la tenue de discussions de fond sur certaines de ses principales préoccupations, dont notamment le traitement des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, les exemptions pour les PMA, les produits spéciaux et le mécanisme de sauvegarde spéciale, l'érosion des préférences traditionnelles et le traitement de l'aide alimentaire. Le Groupe souhaitait l'élaboration de modalités convenables concernant l'agriculture. En ce qui concernait le coton, le Groupe attachait beaucoup d'importance à l'Initiative sur le coton et estimait qu'il convenait d'en faire un point permanent de l'ordre du jour de la Session extraordinaire du Comité de l'agriculture dans le cadre duquel des rapports du Sous-Comité du coton seraient examinés à chaque session. Les aspects liés au développement et aux échanges de l'Initiative sur le coton devraient recevoir la même priorité. Le Groupe espérait que le Sous-Comité serait formé aussi rapidement que possible. Sa composition devrait être ouverte à tous à condition que les acteurs principaux, y compris les promoteurs, en fassent partie. Pour ce qui était de son mandat, le Groupe a réaffirmé la nécessité de couvrir tant les aspects liés au développement que ceux qui concernaient les échanges et a indiqué qu'ils devraient être traités dans le cadre de tous les piliers de l'agriculture. Eu égard aux ressources techniques limitées de ses Membres, le Groupe tenait également à demander qu'il leur soit donné assez de temps pour se préparer aux discussions techniques difficiles et détaillées à venir. Le Groupe souhaiterait l'établissement d'un programme et d'une liste de questions à examiner aux réunions futures, qui seraient distribués aux Membres longtemps à l'avance.

23. Le Groupe a noté que les négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA) menées avant l'ensemble de résultats de juillet avaient été difficiles. L'inclusion du paragraphe 1 de l'annexe B de l'ensemble de résultats avait donné espoir et confirmé au Groupe que ses préoccupations seraient examinées en priorité dans l'élaboration des modalités. Aussi, le Groupe réitérait son espoir que les questions exposées au paragraphe 1 de l'annexe B soient clarifiées et examinées en priorité pour permettre à ces pays de participer pleinement à l'élaboration des modalités sur l'AMNA. Au nombre des principales préoccupations de l'Afrique en matière d'AMNA figuraient le traitement spécial et différencié, le principe d'une réciprocité qui ne soit pas totale, l'approche sectorielle, la perte de recettes douanières, la désindustrialisation en Afrique et la libéralisation autonome. Le Groupe africain se félicitait de l'établissement du Groupe de négociation sur la facilitation des échanges et de la désignation de son président. Le Groupe tenait à réaffirmer que le processus devait être transparent et n'exclure aucun groupe dans les négociations et l'adoption de programmes de travail qui étaient acceptables pour tous les Membres. Il tenait également à réaffirmer la nécessité de fournir une assistance et un soutien technique pour renforcer les capacités des pays en développement, comme le prévoyaient les modalités sur la facilitation des échanges, de façon que les membres du Groupe puissent participer efficacement aux négociations et mettre en œuvre tout résultat négocié. Évoquant la lettre adressée conjointement par la Banque mondiale et le FMI à l'OMC avant la réunion de Cancún, le Groupe a invité les deux institutions et les partenaires des pays développés à fournir l'assistance nécessaire pour permettre aux pays en développement de participer utilement aux négociations. Le Groupe espérait que les négociations aboutiraient à une situation avantageuse pour

tous les Membres de façon qu'ils puissent tous tirer parti d'un futur accord sur la facilitation des échanges.

24. S'agissant des services, le Groupe souhaiterait voir la réalisation de progrès véritables dans les négociations sur les secteurs et les modes de fourniture qui intéressent les pays en développement du point de vue des exportations. La fourniture d'une assistance technique ciblée, comme cela était prévu à l'annexe C de la Décision de juillet, devrait constituer une priorité et était essentielle à la participation du Groupe, non seulement à l'étape des demandes et des offres, mais aussi à l'ensemble des négociations, de façon que le Groupe puisse retirer des avantages réels des négociations sur les services. Le Groupe tenait à rappeler au Président du Conseil général et aux autres Présidents qu'il attachait beaucoup d'importance à la transparence et à l'inclusivité qui devraient continuer d'être un élément essentiel de la phase des modalités des négociations. En ce qui concernait la gestion du processus, le Groupe a tenu à insister sur la nécessité de planifier les réunions des différents organes de négociation de façon à éviter qu'elles se chevauchent et à permettre aux petites délégations d'y assister et d'y contribuer. Le Groupe africain restait résolu à travailler de manière positive et constructive comme il l'avait fait aux fins de l'ensemble de résultats de juillet pour que les Membres puissent progresser davantage dans la réalisation des objectifs des négociations sur le PDD.

25. Le Conseil général a pris note du rapport du Directeur général et des déclarations faites.

3. Programme de travail sur les petites économies - Rapport du Président de la Session spécifique du Comité du commerce et du développement

26. Le Président a rappelé qu'à sa réunion de février et mars 2002 le Conseil général avait pris note d'un cadre et de procédures pour la conduite du Programme de travail sur les petites économies, en vertu desquels ce programme de travail serait inscrit en permanence à l'ordre du jour du Conseil général. Le cadre et les procédures prévoyaient également que le Comité du commerce et du développement ferait régulièrement rapport au Conseil général sur l'avancement des travaux effectués pendant la Session spécifique sur cette question.

27. M. Clarke (Barbade), Président de la Session spécifique du Comité du commerce et du développement, a indiqué que la réunion suivante de la Session spécifique du Comité du commerce et du développement se tiendrait le 3 novembre, pendant la 9^{ème} édition de la "Semaine de Genève", de manière à pouvoir profiter de la présence des Membres sans représentation, pour lesquels ce sujet présentait un intérêt considérable. Depuis son rapport de juillet, le Conseil général avait adopté la Décision de juillet. Cette décision avait aidé à guider les travaux consacrés à certaines des questions liées au commerce débattues lors de réunions passées de la Session spécifique. Elle appelait aussi à ce que certaines de ces questions soient traitées dans d'autres groupes de négociation. L'intervenant était confiant qu'à la prochaine réunion de la Session spécifique⁷ les Membres feraient connaître leur point de vue sur les liens unissant la récente Décision du Conseil général et les travaux futurs sur les petites économies. Il ressortait clairement des propositions présentées auparavant par des petites économies que certaines questions demeurées sans réponse étaient susceptibles de devenir le point névralgique des travaux futurs de la Session spécifique. Il avait l'intention de mettre à profit le reste de l'année pour faire avancer les travaux portant sur les petites économies vulnérables et attendait avec impatience de présenter son rapport à la réunion de décembre du Conseil général.

28. Le représentant du Paraguay a félicité le Président de la Session spécifique du Comité du commerce et du développement pour son rapport, et les Membres de l'approfondissement et du soutien qu'ils continuaient de donner au mandat énoncé au paragraphe 35 de la Déclaration de Doha. Tout le monde savait en effet que le Programme de travail sur les petites économies visait à traiter les préoccupations et besoins spécifiques liés au commerce des petites économies vulnérables, de façon à leur permettre de s'intégrer plus rapidement au système commercial multilatéral et à bénéficier ainsi des avantages qu'offrait ce système. Les pays en développement sans littoral faisaient partie de ce

groupe. Le Paraguay avait donc la satisfaction d'informer les Membres que la cinquième Réunion ministérielle du Groupe des pays en développement sans littoral s'était tenue le 27 septembre à New York, dans le cadre de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, et que des représentants des pays susmentionnés ainsi que de certains pays développés y avaient assisté. Le communiqué publié par les Ministres à l'occasion de cette réunion avait été distribué aux Membres par le Paraguay.² Dans ce communiqué, les Ministres avaient salué la Décision de juillet adoptée par le Conseil général, qui accroît grandement les chances de succès du cycle de négociations commerciales pour le développement lancé à Doha. De même, les Ministres avaient salué la décision prise par le Conseil général d'inclure la facilitation des échanges dans les négociations. Sa délégation ferait tout son possible pour collaborer avec toutes les petites économies afin de mettre la dernière main au Programme de travail sur les petites économies à temps pour la prochaine Conférence ministérielle de l'OMC en décembre 2005.

29. Le représentant de la Bolivie a remercié le Président de la Session spécifique du Comité du commerce et du développement pour son rapport. La Décision de juillet adoptée par le Conseil général disposait clairement que, dans le cadre du présent cycle, les questions de développement constituaient une partie essentielle de la nouvelle phase de négociations actuellement en cours. Dans ce contexte, le paragraphe 35 de la Déclaration de Doha, qui avait été incorporé à la Décision de juillet au titre des "Autres questions de développement", était une partie fondamentale du programme de travail multilatéral sur lequel les Membres auraient à faire rapport aux Ministres à la sixième session de la Conférence ministérielle. Ce programme de travail, que le Conseil général devait examiner en temps voulu avant la sixième session, devrait comporter des propositions spécifiques en parallèle avec les progrès de fond accomplis dans le cadre des discussions du Groupe de négociation, remplissant ainsi le mandat consistant à assurer une plus grande intégration des petites économies vulnérables dans le système commercial multilatéral. À cet égard, le document WT/L/585 du 7 octobre 2004 – reproduisant le communiqué de la cinquième Réunion ministérielle annuelle du Groupe des pays en développement sans littoral, qui s'est tenue en septembre 2004, et qui faisait en outre état des difficultés spécifiques de ces économies – a démontré leur intention d'œuvrer et de contribuer au débat sur la mise en évidence des problèmes et des solutions possibles aux réalités qui s'opposaient à la libre circulation de leurs marchandises vers des marchés de destination situés au-delà de leurs frontières. Pour cette raison, ces pays estimaient que les points faibles des pays présentant ces caractéristiques devaient être abordés de façon transversale et, notamment, en lien étroit avec les travaux que le Groupe de négociation sur la facilitation des échanges devait entamer.

30. Le représentant de l'Uruguay a dit que sa délégation tenait à s'associer aux intérêts et aux sensibilités exprimés par le Paraguay et la Bolivie concernant les difficultés particulières des petits pays sans littoral. Il s'agissait de questions particulières touchant des pays voisins et amis de l'Uruguay. Sa délégation prenait pleinement la mesure des conséquences des points faibles et des sensibilités de ces pays.

31. Le Conseil général a pris note du rapport du Président de la Session spécifique du Comité du commerce et du développement, ainsi que des déclarations faites.

4. Dérogations au titre de l'article IX de l'Accord sur l'OMC – Introduction des modifications du Système harmonisé de 1996 dans les listes de concessions tarifaires de l'OMC – Demandes de dérogations présentées par l'Argentine (G/L/693, G/C/W/493) et Israël (G/L/687, G/C/W/492)

32. Le Président a appelé l'attention sur les demandes de dérogations concernant les modifications du Système harmonisé de 1996 dans les listes de concessions tarifaires de l'OMC présentées par l'Argentine et Israël, ainsi que sur les projets de décision reproduits sous les cotes G/C/W/492 et 493.

² Document WT/L/585.

Ces demandes avaient été examinées par le Conseil du commerce des marchandises à sa réunion du 1^{er} octobre.

33. En l'absence du Président du Conseil du commerce des marchandises, le Président a indiqué, à la demande et au nom du Président du Conseil des marchandises, que ce conseil avait approuvé, le 1^{er} octobre, les projets de décision reproduits sous les cotes G/C/W/492 et 493, et avait recommandé qu'ils soient transmis au Conseil général pour adoption.

34. Le Président a ensuite proposé que, conformément aux Procédures de prise de décisions au titre des articles IX et XII de l'Accord sur l'OMC convenues en novembre 1995 (WT/L/93), le Conseil général adopte les projets de décision reproduits dans les documents G/C/W/492 et 493.

35. Le Conseil général en est ainsi convenu.³

5. Élargissement de l'Union européenne – Communication des Communautés européennes (G/L/695)

36. Le Président a appelé l'attention sur la communication des Communautés européennes reproduite dans le document G/L/695, concernant l'adhésion à l'Union européenne, le 1^{er} mai 2004, de Chypre, de la République tchèque, de l'Estonie, de la Hongrie, de la Lettonie, de la Lituanie, de Malte, de la Pologne, de la République slovaque et de la Slovénie. Dans cette communication, la Communauté avait fait savoir qu'elle n'affirmerait pas que les Membres ayant présenté une demande au titre de l'article XXIV:6 du GATT de 1994 ne pouvaient pas retirer des concessions substantiellement équivalentes au titre de l'article XXVIII:3 du GATT de 1994 parce que ce retrait intervenait plus de six mois après le retrait de concessions des CE, à condition que le Membre ayant présenté la demande retire des concessions au plus tard 12 mois après la modification des concessions apportée par la Communauté. Cette question avait été examinée par le Conseil du commerce des marchandises à sa réunion du 1^{er} octobre.

37. En l'absence du Président du Conseil du commerce des marchandises, le Président a indiqué, à sa demande et en son nom, que le Conseil des marchandises était convenu, le 1^{er} octobre, de porter de six à 12 mois le délai fixé pour le retrait des concessions au titre de l'article XXVIII:3, tel qu'énoncé dans la communication de la Communauté reproduite sous la cote G/L/695, et avait transmis cet accord au Conseil général pour adoption. Au vu de l'examen effectué et des mesures prises par le Conseil des marchandises à ce sujet, il proposait que le Conseil général prenne note de la communication de la Communauté, reproduite sous la cote G/L/695, et adopte l'accord auquel était parvenu le Conseil des marchandises sur la prorogation de six à 12 mois du délai fixé pour le retrait des concessions visé à l'article XXVIII:3 du GATT de 1994 après la modification des concessions apportée par la Communauté.

38. Le représentant des Philippines a dit que sa délégation tenait à exprimer ses réserves et à faire des observations au sujet de l'accord adopté en la matière par le Conseil du commerce des marchandises. Sa délégation tenait à remercier la Communauté de sa communication, reproduite dans le document G/L/695, et prenait note du fait que la Communauté n'affirmerait pas que les Membres ayant présenté une demande au titre de l'article XXIV:6 du GATT de 1994 ne pouvaient pas retirer des concessions substantiellement équivalentes au-delà de la période de six mois après le retrait de concessions par les CE consécutif à leur élargissement, à condition que ce retrait survienne au plus tard 12 mois après la modification des concessions apportée par la Communauté. Comme les Philippines l'avaient déclaré à la réunion du 1^{er} octobre du Conseil des marchandises, elles croyaient comprendre que cette communication signifiait qu'à l'égard de tous les Membres ayant notifié à la Communauté leur déclaration d'intérêt ou leur intention de réclamer des compensations dans les six

³ Ces décisions ont été distribuées ultérieurement sous les cotes WT/L/590 et 589, respectivement.

mois à compter de la date du retrait ou qui allaient le faire, le délai serait porté de six à 12 mois sur une base NPF. Les Philippines soutenaient que toute mesure susceptible d'être prise par le Conseil général au sujet d'un tel accord devrait l'être explicitement sans préjudice de cette interprétation ni des droits juridiques de tous les Membres de l'OMC qui avaient avisé la Communauté en ce sens, ou qui le feraient, ou dont la Communauté avait déjà reconnu, dans sa notification des données, qu'ils avaient un intérêt comme principal fournisseur ou comme fournisseur ayant un intérêt substantiel au titre de l'article XXVIII.

39. Les Philippines tenaient également à exprimer leur réserve quant à la précision apportée dans les déclarations faites à la présente réunion selon laquelle il y avait ou il y avait eu un délai fixé par la Communauté en vertu des règles concernant la présentation des demandes, conformément à la notification en date du 30 janvier 2004 (G/SECRET/20). Les Philippines croyaient comprendre qu'en vertu de cette notification la Communauté elle-même – et manifestement les dix pays qui rejoindraient alors l'UE en qualité de nouveaux États membres – déclarait expressément que "Conformément [aux] Lignes directrices, toute modification ou compensation envisagée sera distribuée et communiquée séparément" par la Communauté aux parties. Dans le document G/SECRET/20, la Communauté a en outre pris un engagement aux termes duquel elle se proposait "de communiquer dans un proche avenir d'autres données aux Membres ayant des droits de négociateurs". Conformément aux procédures et Lignes directrices adoptées le 10 novembre 1980 (IBDD, S27S/27-29), toute période en rapport avec ce processus devait expressément débiter à compter de la notification des statistiques complètes relatives aux importations des produits concernés.

40. Sa délégation souhaitait également appeler l'attention sur l'article XXIV:6 ainsi que sur les dispositions du Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XXIV du GATT de 1994 spécifiquement liées à l'article XXIV:6, qui énonçait, au paragraphe 4, qu'avant que des concessions tarifaires ne soient modifiées ou retirées lors de l'établissement d'une union douanière ou de la conclusion d'un accord provisoire en vue de l'établissement d'une union douanière, la procédure de l'article XXVIII, précisée dans les Lignes directrices adoptées le 10 novembre 1980 et dans le Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XXVIII du GATT de 1994, devait être engagée. Le paragraphe 5 du Mémoire d'accord stipulait que: "Ces négociations seront engagées de bonne foi en vue d'arriver à des compensations mutuellement satisfaisantes. Au cours de ces négociations, comme l'exige le paragraphe 6 de l'article XXIV, il sera dûment tenu compte des réductions de droits de douane sur la même ligne tarifaire faites par d'autres entités constitutives de l'union douanière ..." Le paragraphe 5 disposait aussi expressément que: "Au cas où ces réductions ne seraient pas suffisantes pour constituer les compensations nécessaires, l'union douanière offrirait des compensations, qui pourront prendre la forme de réductions de droits de douane sur d'autres lignes tarifaires. Une telle offre sera prise en considération par les Membres ayant des droits de négociateur dans la consolidation modifiée ou retirée." Les Philippines tenaient à déclarer pour qu'il en soit pris acte qu'aucune offre de compensation n'avait encore été faite par la Communauté. Elles tenaient à exprimer leur réserve à cet égard et à dire que, si le Conseil général adoptait un accord à ce sujet, la prolongation devrait avoir lieu sans préjudice de la prescription voulant que les CE communiquent avec toutes les parties ayant des droits à compensation au titre des articles XXIV et XXVIII.

41. Le représentant de l'Indonésie a dit que sa délégation souhaitait s'associer aux Philippines pour remercier la Communauté de sa communication, reproduite sous la cote G/L/695. L'Indonésie comprenait que la Communauté n'affirmerait pas que les Membres ayant présenté une demande au titre de l'article XXIV:6 du GATT de 1994 ne pouvaient pas retirer des concessions substantiellement équivalentes au titre de l'article XXVIII:3 du GATT de 1994 si cette demande était présentée après le délai de six mois. L'UE étant le principal partenaire commercial de l'Indonésie, sa délégation avait un grand intérêt dans la modification des listes des dix nouveaux États membres de l'UE. À l'instar des Philippines, l'Indonésie voulait que l'UE reconnaisse les droits des Membres lui ayant notifié qu'ils avaient un intérêt comme fournisseur au titre de l'article XXVIII du GATT de 1994.

42. Le représentant de la Chine s'est dit sensible aux déclarations des Philippines et de l'Indonésie. La Chine a relevé que la Communauté tenait des négociations sur les compensations avec les Membres concernés, conformément à l'article XXIV:6 du GATT de 1994 et aux dispositions de l'OMC y afférentes. Même si la Chine se félicitait de l'élargissement de l'UE, auquel elle était favorable, elle exhortait la Communauté à répondre rapidement aux préoccupations des Membres au sujet des négociations sur les compensations. Sa délégation espérait que la prolongation du délai n'entraînerait aucun retard pour le processus de négociation sur les compensations.

43. Le représentant des Communautés européennes a rappelé que c'était sa délégation elle-même qui avait proposé la prolongation du délai, convenue au Conseil des marchandises du 1^{er} octobre; il espérait que cette prolongation serait confirmée au Conseil général. En réponse à la Chine, il tenait à ce qu'il soit clair que la prorogation de six mois n'empêchait pas que la Communauté considère toujours comme prioritaire la tâche de mener à bien dans les meilleurs délais les négociations sur les compensations. Les six mois pleins seraient nécessaires chaque fois que de telles négociations étaient en cours avec des Membres. Il avait pris note des déclarations des Philippines et de l'Indonésie et informait les Membres qu'en rapport avec la discussion sur ce point au Conseil des marchandises, la Communauté avait récemment reçu des lettres de manifestation d'intérêt de certains Membres. La Communauté avait l'intention de traiter de ces lettres séparément avec les Membres concernés, même si elles lui étaient parvenues presque une demi-année après le délai fixé pour de telles communications et quasiment neuf mois après la notification de la Communauté.

44. Le représentant des Philippines a dit qu'il tenait à souligner que sa délégation s'élevait contre l'utilisation par la Communauté du terme "délai", et à dire pour qu'il en soit pris acte qu'elle ne reconnaissait aucun délai ainsi désigné. La Communauté n'avait en effet pas fait part d'un tel délai dans sa communication. Se référant de nouveau aux Procédures et Lignes directrices de novembre 1980, il a dit que dans l'intérêt de la transparence tout délai de ce type devait être clairement porté à la connaissance de toutes les parties concernées. Comme il l'avait relevé, les Procédures de 1980 renvoyaient à un laps de temps durant lequel les pays retirant des concessions devaient fournir des statistiques relatives aux importations. Par ailleurs, en vertu des dispositions des articles XXIV et XXVIII du GATT de 1994, des négociations de bonne foi devaient être entamées avant le retrait des concessions. Il souhaitait déclarer pour qu'il en soit pris acte qu'aucune négociation formelle de ce type n'avait été entamée et que, comme le soulignait la déclaration de la Thaïlande à la réunion du Conseil des marchandises du 1^{er} octobre, nombreuses étaient les négociations de ce type qui n'avaient même pas commencé, même avec les parties présentant des déclarations d'intérêt. Sa délégation ne pouvait convenir d'adopter un accord qui fasse explicitement référence aux droits juridiques des Membres.

45. Le Conseil général a pris note des déclarations et de la communication de la Communauté reproduite dans le document G/L/695, et a adopté l'accord auquel le Conseil des marchandises est parvenu sur la prorogation de six à 12 mois du délai de retrait des concessions visé à l'article XXVIII:3 du GATT de 1994 après la modification des concessions apportée par les CE.

6. Régime des pensions de l'OMC

- a) Rapport annuel du Comité de gestion pour 2003 (WT/L/583)
- b) Accord sur le transfert des droits à pension des participants à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et des participants au Régime des pensions de l'OMC (WT/GC/W/536)

- a) Rapport annuel du Comité de gestion pour 2003 (WT/L/583)

46. Le Président a appelé l'attention sur le Rapport annuel du Comité de gestion pour 2003, reproduit sous la cote WT/L/583, qui était présenté au Conseil général conformément aux dispositions

de l'article 5 d) du Statut du Régime des pensions. Il s'agissait du cinquième rapport du Comité de gestion depuis l'établissement du Régime des pensions le 1^{er} janvier 1999.

47. M. Collins-Williams (Canada), Président du Comité de gestion du Régime des pensions de l'OMC, a présenté le rapport et dit que 2003 avait encore été une année chargée pour le Comité de gestion. Sept réunions avaient eu lieu pendant l'année. Des rapports intérimaires avaient été présentés tant aux participants qu'aux bénéficiaires, ainsi qu'au Comité du budget, des finances et de l'administration. Sous la présidence distinguée de son prédécesseur, M. Jóhannesson (Islande), le Comité s'était occupé de plusieurs questions importantes. La plus significative était le choix d'un analyste financier/conseiller en placements pour aider le Comité à analyser la stratégie globale en matière de placements et à surveiller les prestations des gestionnaires de placements. Depuis sa désignation en décembre 2003, Watson Wyatt avait fourni d'excellents services au Comité de gestion et lui avait permis de faire des progrès considérables dans l'analyse et la modification de la stratégie de placement.

48. Le Comité de gestion s'était également penché, vu les difficultés rencontrées dans l'application de cet accord, sur la question de l'Accord de transfert avec la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. Le Président a noté que cet accord faisait l'objet du prochain point subsidiaire de l'ordre du jour du Conseil général. Parmi les autres questions dont le Comité de gestion s'était occupé durant l'année 2003 figuraient l'assurance pour excédent de pertes, la reconnaissance des différentes formes de partenariat dans le cadre du Statut du Régime et les procédures détaillées relatives au versement des indemnités dans d'autres monnaies que le franc suisse. Le rendement des placements effectués au titre du Régime en 2003 avait été en tout point satisfaisant avec un rendement réel de 9,41 pour cent. L'actuaire-conseil avait conclu que la situation financière à long terme du Régime s'était améliorée pendant l'année. Enfin, le Président notait que le nombre des participants actifs au Régime avait crû, passant de 668 à 694 en 2003, et que le nombre des bénéficiaires était passé de 30 à 39. La valeur marchande des avoirs s'élevait à 195,8 millions de francs suisses au 31 décembre 2003.

49. Le Conseil général a pris note de la déclaration et du rapport annuel du Comité de gestion pour 2003 (WT/L/583).

b) Accord sur le transfert des droits à pension des participants à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et des participants au Régime des pensions de l'OMC (WT/GC/W/536)

50. Le Président a rappelé que, le 7 décembre 2000, le Conseil général avait donné son assentiment au texte d'un accord de transfert entre le RPOMC et la CCPPNU, qui avait été approuvé par le Comité de gestion, conformément à l'article 10 du Statut du RPOMC. Il a appelé l'attention sur un accord révisé distribué sous la cote WT/GC/W/536.

51. M. Collins-Williams (Canada), Président du Comité de gestion du Régime des pensions de l'OMC, a rappelé que le Statut du Régime des pensions de l'OMC prévoyait la conclusion d'accords de transfert avec les gouvernements Membres et d'autres organisations internationales pour assurer la continuité des droits à pension des participants au Régime. En décembre 2000, le Conseil général avait donné son assentiment au texte d'un accord de transfert avec la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (CCPPNU), qui était entré en vigueur le 1^{er} janvier 2001. L'expérience acquise dans l'application de cet accord avait montré qu'il ne servait pas l'objectif qu'il visait, à savoir faciliter la mobilité du personnel, puisqu'il n'assurait pas la continuité des droits à pension. Les secrétariats des deux régimes de pension étaient donc convenus de suspendre l'application de cet accord dans l'attente d'un examen approfondi. Cet examen était maintenant achevé et un accord de transfert révisé résolvant les difficultés liées au premier accord tout en protégeant les intérêts des deux régimes avait été élaboré. L'actuaire-conseil de l'OMC avait certifié que l'accord révisé qui était

maintenant soumis au Conseil général sauvegardait les intérêts du Régime des pensions de l'OMC et le Comité de gestion avait donc accepté de le soumettre au Conseil général pour assentiment.

52. Le Président a proposé que le Conseil général prenne note de la déclaration et donne son assentiment à l'Accord sur le transfert des droits à pension des participants au Régime des pensions de l'OMC et à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, reproduit sous la cote WT/GC/W/536.

53. Le Conseil général en est ainsi convenu.⁴

7. Date de la sixième session de la Conférence ministérielle

54. Le Président a rappelé qu'en août 2003 le Conseil général avait d'abord examiné une communication de Hong Kong, Chine, qui offrait d'accueillir la sixième session de la Conférence ministérielle. À la Conférence ministérielle de Cancún en septembre 2003, les Ministres avaient pris note avec satisfaction de l'offre de Hong Kong, Chine et demandé que le Président du Conseil général poursuive ses consultations visant à fixer la date et le lieu de la sixième session. Ensuite, en octobre 2003, le Conseil général était formellement convenu d'accepter l'offre généreuse du gouvernement de Hong Kong, Chine et que d'autres consultations auraient lieu concernant la date de la session. En juillet 2004, dans sa Décision sur le Programme de travail de Doha (WT/L/579), le Conseil général était en outre convenu que cette session aurait lieu en décembre 2005. Il restait maintenant aux Membres à arrêter la date précise de la session. Il croyait savoir que Hong Kong, Chine avait examiné plus avant cette question et invitait cette délégation à indiquer la date qui lui paraissait la plus appropriée.

55. Le représentant de Hong Kong, Chine a dit que sa délégation était satisfaite que l'ensemble de résultats de juillet ait inclus une date ferme pour la sixième session de la Conférence ministérielle, et a tenu à remercier le Président de ses efforts en ce sens. Hong Kong, Chine était également satisfaite du haut niveau d'ambition qui ressortait à l'évidence des diverses réunions préparatoires à la réunion du CNC la semaine précédente. Il semblait que les Membres avaient clairement conscience de l'énorme quantité de travail de nature technique qui leur incombait avant de faire le point au début du printemps, et du fait qu'il ne serait pas judicieux de fixer des objectifs ou des calendriers précis avant cette date. De fait, cela reviendrait à se priver sans nécessité de toute marge de manœuvre. Il n'en était pas moins évident que tous les Membres étaient disposés à s'engager et à œuvrer de manière constructive pour parvenir à un accord sur les modalités dans l'agriculture et l'AMNA, à des offres de bonne qualité dans le domaine des services et à des progrès comparables dans tous les autres domaines clés, y compris les règles. Hong Kong, Chine ne saurait trop se féliciter de cette situation, conforme à l'optimisme naturel qui le caractérisait, à son ambition d'obtenir des résultats concrets et importants en décembre 2005 et à sa détermination à œuvrer avec tous les Membres à la réalisation du PDD. Hong Kong, Chine comptait sur le Président du Conseil général et sur le Président du CNC pour coordonner ces efforts et faire en sorte que les Membres convergent vers ce but à peu près au même rythme. Dans l'idéal, bien entendu, les Membres devraient régler ces questions à Genève avant de partir pour Hong Kong. Même si cela pouvait laisser à 148 Ministres trop de temps à tuer, il serait encore plus dangereux de confronter ces Ministres à une multiplicité de passages entre crochets et à un délai serré. Il faudrait trouver un juste équilibre. Sa délégation espérait que les dispositions que Hong Kong, Chine était chargée de prendre contribueraient à la réussite de la Conférence ministérielle.

56. Les autorités de son pays avaient réservé les locaux du Centre des congrès et des expositions de Hong Kong du 13 au 18 décembre 2005, ce qui n'incluait pas les jours nécessaires à l'aménagement

⁴ Cet accord a été distribué ultérieurement sous la cote WT/L/588.

du site. Même s'il était à l'heure actuelle trop tôt pour savoir si les Ministres devraient "arrêter la pendule", il exprimait une mise en garde: le Centre était une entreprise commerciale privée et exigerait que les lieux soient évacués à minuit le 18 décembre. Aussi faudrait-il que tout soit soigneusement planifié quand le moment approcherait. Les autorités de son pays distribueraient en temps voulu aux Membres des renseignements pratiques et des indications sur les aspects logistiques plus détaillés de la manifestation. Ils annonceraient notamment au début de l'année 2005 les dispositions précises prises en matière d'hôtels.

57. Le Président a proposé, compte tenu de la déclaration de Hong Kong, Chine, que le Conseil général convienne que la sixième session de la Conférence ministérielle se tiendrait du 13 au 18 décembre 2005.

58. Le Conseil général a pris note des déclarations et en est ainsi convenu.

8. Désignation des Présidents de certains organes de l'OMC – Déclaration du Président

59. Le Président, prenant la parole au titre des "Autres questions", a rappelé avoir annoncé, dans une télécopie datée du 15 septembre, qu'il entamerait des consultations au sujet de la désignation des Présidents de certains organes de l'OMC et avait invité toutes les délégations qui souhaitaient lui transmettre leurs vues ou suggestions, individuellement et/ou par groupe, à le faire. Les organes concernés étaient les suivants:

- Groupe de négociation sur la facilitation des échanges (à établir et dont le Président doit être désigné par le CNC, comme cela a été arrêté dans la Décision du Conseil général sur le Programme de travail de Doha);
- Conseil des ADPIC (suite au départ de son Président actuel, M. Joshua Law (Hong Kong, Chine));
- Groupe de travail du commerce et du transfert de technologie (suite au départ de son Président actuel, M. Meetoo (Maurice)).

Il avait suggéré en outre qu'il pourrait également être nécessaire d'examiner la présidence du Groupe de négociation sur les règles, vu les nouvelles fonctions assumées par son Président actuel, M. Perez Motta (Mexique).

60. Après que sa télécopie du 15 septembre eut été distribuée, il avait été informé que M. Chiaradia (Argentine), Président du Conseil du commerce des marchandises, quitterait aussi son poste pour assumer de nouvelles fonctions au sein de son administration nationale. Par conséquent, il avait aussi abordé, dans ses consultations, la question d'une désignation à la présidence du Conseil des marchandises.

61. Les consultations qu'il avait tenues avaient été positives et constructives, et il tenait à remercier toutes les délégations de la compréhension et de la coopération dont elles avaient fait preuve dans le cadre de cet exercice, dans un esprit de bonne volonté et d'efficacité. Dans ses consultations, il avait rappelé que les Lignes directrices pour la désignation des Présidents des organes de l'OMC arrêtées en décembre 2002 soulignent que les désignations doivent être acceptables pour la totalité des Membres, et non uniquement pour les régions ou groupes susceptibles de les avoir proposées. En d'autres termes, l'accent avait été mis sur les capacités et la disponibilité des personnes qui devaient assumer les responsabilités particulières requises par de tels postes au sein de l'OMC, comme indiqué au paragraphe 2.3 des Lignes directrices. Après les consultations qu'il avait tenues, il avait informé les délégations, à une réunion informelle ouverte des chefs de délégation le 7 octobre,

du consensus qui se dégagait autour d'une liste de noms; cette liste avait eu l'assentiment des Membres présents à cette réunion.

62. Compte tenu de ce qui précède et comme le prescrit la Décision de juillet du Conseil général, le CNC avait établi, le 12 octobre, le Groupe de négociation sur la facilitation des échanges et avait désigné M. Noor (Malaisie) comme son Président. Il souhaitait maintenant informer le Conseil général du consensus qui s'était dégagé sur la liste de noms proposée aux fins de la désignation à la présidence des autres organes à propos desquels il avait tenu des consultations, qui sont les suivants: Groupe de négociation sur les règles – M. Valles Galmés (Uruguay); Conseil des ADPIC – M. Miller (Hong Kong, Chine); Conseil du commerce des marchandises – M. Choi (Corée); Groupe de travail du commerce et du transfert de technologie – M. Chipaziwa (Zimbabwe).

63. Le Conseil général a pris note de la déclaration et du consensus dégagé sur la liste de noms.

9. Projet de Convention de l'UNESCO sur la protection de la diversité des contenus culturels et expressions artistiques

64. Le représentant de l'Australie, prenant la parole au titre des "Autres questions", a rappelé que plus tôt au cours du même mois le Directeur général avait écrit à tous les représentants permanents pour les informer d'une démarche effectuée par le Directeur général de l'UNESCO, qui cherchait à connaître le point de vue de l'OMC sur un projet de convention sur la diversité culturelle en cours d'examen dans cette Organisation. Le projet de texte de convention était joint à la lettre du Directeur général. Le Directeur général de l'OMC avait informé son homologue de l'UNESCO que l'OMC était une organisation pilotée par ses Membres et qu'en tant que telle tous points de vue ou observations au sujet du projet de texte devaient venir des Membres et non du Secrétariat. Le Directeur général avait proposé de faire parvenir à l'UNESCO tout point de vue exprimé par les Membres de l'OMC et signalé que les Membres étaient également libres d'évoquer cette question au sein des organes appropriés de l'Organisation. L'Australie supposait que le Directeur général faisait par là spécifiquement allusion au Conseil des ADPIC, au Conseil des services et au Conseil des marchandises. Les délégations sauraient que le projet de convention avait été débattu lors d'un séminaire sur le commerce et la culture qui s'était tenu le 30 septembre, au cours de la précédente série de réunions consacrée aux services à l'OMC. Au cours de ce séminaire, un exposé avait été fait par le Professeur Kono, de la Kyushu University, qui avait été l'un des 15 experts indépendants à avoir participé à l'élaboration du projet de texte de convention qui avait été distribué aux Membres. Durant ce séminaire, le Professeur Kono et d'autres intervenants avaient évoqué un certain nombre de questions intéressantes soulevées par le rapport entre ce projet de texte et l'OMC.

65. Même si le projet de convention sur la diversité culturelle ne concernait pas le commerce, un tel instrument avait le pouvoir d'influer sur le commerce international des marchandises et des services. En tant que tel, il y allait de l'intérêt et de la responsabilité des Membres de l'OMC de chercher à faire en sorte que la convention et les Accords de l'OMC se soutiennent mutuellement. Les Membres devaient chercher à faire en sorte que les dispositions de toute convention quelle qu'elle soit ne soient pas incompatibles avec les dispositions des Accords de l'OMC. Les représentants avaient également le devoir, en tant que hauts fonctionnaires chargés de la politique commerciale, de chercher à faire en sorte, comme les administrations nationales se préparaient en vue des négociations qui débuteraient bientôt à Paris, qu'il y ait une coordination suffisante entre les institutions pour garantir une approche impliquant l'ensemble du gouvernement. L'expérience acquise dans d'autres domaines, notamment dans celui des accords environnementaux multilatéraux, permettait de penser que des négociations de cette nature ne parvenaient parfois pas à tenir suffisamment compte de la nécessité de cohérence et de complémentarité entre les efforts des Membres. À titre de contribution à ce processus, l'Australie pensait qu'il serait utile que le Directeur général ou le Président puissent organiser une réunion informelle des chefs de délégation susceptibles d'être intéressés par un échange de vues sur le projet de convention et son rapport avec l'OMC. Une telle réunion pourrait contribuer à

informer les délégations des conséquences de ce rapport. L'Australie envisagerait d'inviter un représentant de l'UNESCO à participer à cet échange informel. Son représentant s'était entretenu de manière informelle de cette proposition avec plusieurs délégations, et la réaction avait été très positive.

66. Le représentant du Canada appuyait la proposition de l'Australie de convoquer une réunion informelle pour débattre du projet de convention. Une telle réunion devrait prendre, entre autres, la forme d'une invitation d'un représentant de l'UNESCO à y participer, ce qui lui permettrait d'entendre directement l'opinion des Membres. La date choisie pour cette réunion devrait encourager la participation d'experts compétents. Le projet préliminaire de l'UNESCO distribué par le Directeur général avait été rédigé par un groupe d'experts indépendants et ne reflétait pas encore le débat entre les gouvernements membres. Le processus d'examen intergouvernemental ne faisait que débiter au sein de l'UNESCO. C'est dans ce cadre que les Membres pourraient réellement discuter de cohérence et de complémentarité, de soutien mutuel et d'une démarche impliquant tout le gouvernement proposés par l'Australie, et y parvenir. Le Canada espérait que tous les Membres participeraient à ce débat.

67. Le représentant de la Chine a remercié l'Australie et le Canada de leurs déclarations. Sa délégation appréciait sans réserve les bonnes intentions dont faisait preuve le Directeur général de l'UNESCO en cherchant à connaître l'opinion des Membres de l'OMC sur ce projet de convention. Suite à des observations de son administration nationale, il tenait à exprimer les positions suivantes de son gouvernement à ce sujet: i) les questions en jeu dans le projet de convention, dont les définitions de certaines conceptions, la portée des sujets visés, les politiques et la législation nationales y afférentes ainsi que les intérêts des États membres de l'UNESCO étaient d'une grande complexité sur le plan technique, et idéologiquement et politiquement très délicats. Pour autant que la Chine croyait le savoir, il existait des points de vue très divergents sur ces questions parmi les Membres de l'OMC. Il semblait par conséquent presque impossible que les Membres donnent au Directeur général de l'UNESCO un point de vue faisant la synthèse de ces questions quant au fond. La Chine préférait ne pas passer trop de temps et ne pas consacrer trop de ressources à débattre de ces questions; ii) par principe, les Membres devraient s'efforcer d'éviter d'introduire de quelque façon que ce soit ce sujet compliqué dans les débats et le programme de travail de l'OMC. La charge de travail des Membres était déjà assez lourde, notamment pour les pays en développement. Les Membres devaient faire porter leurs efforts en priorité sur les travaux en cours à l'OMC, particulièrement sur le défi actuel que représentaient les négociations du Cycle de Doha; iii) la Chine était fermement convaincue que, compte tenu des politiques nationales de ses États Membres et des règles pertinentes de l'OMC existantes, l'UNESCO avait toute l'autonomie et la capacité nécessaires pour parvenir à négocier une convention sur la protection de la diversité culturelle et des expressions artistiques. Les délégations de ses divers États Membres étaient tout à fait capables d'adopter, dans le traitement des diverses questions en jeu dans ces négociations, des positions appropriées fondées sur la nécessaire coordination des points de vue entre leurs organes gouvernementaux respectifs au niveau national. La Chine avait toute confiance en l'UNESCO et en ses États membres à cet égard. Son représentant a demandé que le point de vue de la Chine, tel qu'exprimé ci-dessus, soit transmis au Directeur général de l'UNESCO.

68. Le Président s'est déclaré quelque peu surpris du caractère concret des observations formulées à ce sujet. Il a rappelé que, conformément au Règlement intérieur du Conseil général, il convenait d'éviter les débats sur des questions de fond au titre des "Autres questions". Il croyait comprendre que l'Australie, plutôt que d'inviter à se livrer à un débat de fond à la présente réunion, suggérait de mettre en place un processus visant à examiner cette question. Il a vivement encouragé les autres délégations souhaitant prendre la parole à respecter cette règle de procédure et à ne pas approfondir cette question. Après que les délégations auraient pris la parole, il ferait un résumé de la suite à donner à cette affaire.

69. Le représentant de Singapour a associé sa délégation à la proposition de l'Australie et du Canada. Il était important d'avoir un débat informel dans le cadre de l'OMC pour s'assurer que les questions débattues à l'UNESCO ne soient pas incompatibles avec les obligations assumées dans le cadre de l'OMC. Il a relevé que tous les membres de l'OMC n'étaient pas membres de l'UNESCO. Son gouvernement n'était pas membre de l'UNESCO et n'avait participé à aucune réunion préparatoire consacrée au projet de convention dans le cadre de cette Organisation. En tant que tel, Singapour n'avait pas pu faire connaître son point de vue sur le projet de convention et il était donc important qu'il y ait un débat informel dans le cadre de l'OMC. Il a relevé, à cet égard, que le Directeur général de l'UNESCO lui-même avait cherché à connaître le point de vue de l'OMC et de ses Membres. Il était donc important, opportun et responsable que les Membres saisissent cette occasion d'avoir un débat à l'OMC.

70. Le représentant du Mexique soutenait la proposition de l'Australie, appuyée par le Canada et Singapour. La réunion que proposait l'Australie contribuerait à une meilleure compréhension du projet de convention.

71. Le représentant du Maroc a dit que sa délégation accordait un haut degré de priorité à la diversité culturelle. Cette question faisait l'objet de négociations à l'UNESCO et sa délégation était favorable à l'idée d'une discussion informelle à l'OMC, comme le suggéraient l'Australie et le Canada, étant entendu que le but en serait de donner une réponse au Directeur général de l'UNESCO et non de s'ingérer dans la rédaction ou le contenu de cette convention. Ce processus était en cours à Paris et devait être conclu à Paris.

72. Le représentant du Nigéria a remercié l'Australie de sa déclaration. Le Groupe africain n'avait pas encore examiné cette question. Il était sûr que le Groupe africain serait favorable à une bonne relation de travail avec l'UNESCO et il communiquerait en temps voulu les observations de ses membres.

73. Le représentant de l'Argentine a dit que, comme l'Australie l'avait signalé, dans les négociations sur les accords environnementaux multilatéraux, il y avait de cela environ dix ans, les Membres avaient malheureusement adopté des approches divergentes des textes. Dans certains accords environnementaux, on trouvait encore des clauses ou des règles qui n'étaient pas forcément compatibles avec les disciplines de l'OMC. Par conséquent, à la lumière de cette expérience, la proposition de l'Australie était très saine et positive et méritait le soutien sans faille des Membres. Les collègues des gouvernements Membres qui négociaient cette question à l'UNESCO auraient une compréhension plus large de la manière dont les choses étaient abordées dans cette enceinte. Comme l'avait dit un précédent intervenant, il ne serait pas question de menacer ou d'entraver de quelque manière que ce soit l'indépendance des travaux de rédaction d'une convention de l'UNESCO mais bien plutôt d'améliorer la compréhension des Membres de l'OMC, dont beaucoup étaient aussi membres de l'UNESCO.

74. La représentante de Cuba a remercié l'Australie de sa proposition mais souhaitait réserver les droits de Cuba sur cette question, à laquelle son pays attribuait un très haut degré de priorité. Pour l'heure, et puisque les Membres n'allaient pas encore traiter de cette question quant au fond, sa délégation souscrivait à la déclaration de la Chine. Le programme de travail de l'OMC était déjà surchargé de travaux importants que les Membres devaient assumer, et Cuba ne jugeait pas opportun d'y inclure des points supplémentaires en plus du Programme de travail de Doha. En outre, sa délégation pensait également que l'UNESCO était tout à fait compétente pour s'occuper de ces questions et que l'OMC ne devait pas intervenir dans ce qui était du ressort d'une autre organisation internationale.

75. Le représentant de la Jamaïque a dit qu'en tant que membre de l'UNESCO, la Jamaïque participerait aux négociations sur le projet de convention plus tard au cours de l'année 2004. Compte

tenu de cet état de fait, la Jamaïque pensait que les Membres de l'OMC tireraient profit d'un échange de vues informel sur certains aspects du projet de convention. Cela aiderait les délégations à permettre à leurs autorités et à leurs administrations nationales de participer de manière plus efficace aux négociations de l'UNESCO. La Jamaïque appuyait par conséquent la proposition de l'Australie, étant entendu qu'il s'agirait d'un échange de vues informel et que l'objectif en serait d'aider les délégations, comme celle de la Jamaïque, à mieux comprendre certaines des conséquences du projet de convention. Les délégations pourraient alors s'en faire l'écho auprès de leurs administrations nationales, qui pourraient à leur tour utiliser ces renseignements comme elles le jugeraient bon dans les négociations à l'UNESCO.

76. Le représentant du Bénin a dit que des consultations sur ce sujet étaient en cours à l'UNESCO et au sein de son administration nationale. Tout comme les autorités de son administration nationale, la délégation du Bénin à Paris avait eu des contacts avec la délégation à Genève, car il s'agissait d'un secteur d'activité très important dans son pays. C'est pourquoi, comme l'avait dit le Nigéria, le Groupe africain examinait cette question et ferait une déclaration en temps voulu. Sa délégation ne souhaitait pas adopter de position définitive pour le moment, mais si les Membres décidaient de tenir une réunion informelle, sa délégation les inciterait à synchroniser leurs travaux avec ceux de l'UNESCO et à garder à l'esprit, dans la planification des réunions, la nécessité pour les délégations intéressées de participer pleinement à cet échange informel.

77. Le représentant du Chili a relevé que plusieurs délégations avaient évoqué les débats sur les accords environnementaux multilatéraux, dans lesquels il y avait eu une convergence de vues sur la nécessité d'une coordination interne et internationale quand deux systèmes juridiques se trouvaient confrontés. C'est précisément ce qui était en jeu à propos du projet de convention. Le Chili était donc favorable à la proposition de l'Australie et aux déclarations faites par le Canada et d'autres délégations visant à organiser une réunion informelle pour échanger des points de vue sur le projet de convention. Comme l'avait dit la Jamaïque, cela ne pourrait être que bénéfique aux pays en développement, qui pourraient transmettre à leurs administrations nationales les positions exprimées lors de cette réunion, lesquelles seraient à leur tour transmises à l'UNESCO. Concernant la déclaration de Cuba, le Chili était totalement opposé à toute ingérence dans le domaine des autres organisations. Il ne s'agissait toutefois pas d'une invasion de l'OMC par l'UNESCO ou vice versa. Les Membres répondaient simplement à une invitation de l'UNESCO à l'OMC à lui faire connaître son point de vue sur ce projet de convention.

78. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a dit que pour les raisons mises en avant par l'Australie et le Canada, sa délégation était en faveur d'un échange de vues informel sur cette question, dans lequel elle voyait une initiative utile et efficace vu la démarche effectuée par l'UNESCO auprès de l'OMC.

79. Le représentant des Communautés européennes a dit que la Communauté accordait la plus haute importance à la diversité culturelle et participerait aux négociations de l'UNESCO à Paris. Plusieurs dispositions de ce projet de convention pouvaient soulever des questions liées aux politiques commerciales, raison pour laquelle le Directeur général de l'UNESCO avait transmis cette question au Directeur général de l'OMC pour demander à connaître les points de vue de cette organisation. Sa délégation avait pris soigneusement note de la proposition de procédure faite par l'Australie et le Canada et en référerait à ses autorités et aux États membres de la Communauté. La Communauté interprétait la suggestion de l'Australie comme signifiant que, plutôt que de mener plusieurs débats éparpillés au sein de différents comités et conseils de l'OMC, il pourrait s'avérer judicieux d'avoir une discussion informelle au niveau des chefs de délégation. La Communauté trouvait cette suggestion fondée et souhaitait en discuter avec la Commission et les États Membres. Les Membres devraient avancer dans un esprit positif afin d'organiser le débat au sein de l'OMC en réponse à l'invitation de l'UNESCO.

80. Le représentant de l'Uruguay associait sa délégation à la proposition de l'Australie et d'autres délégations de convoquer une réunion informelle pour examiner ce point, et ce pour trois raisons importantes. Premièrement, d'un point de vue procédural, il ne s'agirait pas d'envahir le domaine réservé de l'UNESCO mais de répondre de manière appropriée à l'invitation du Directeur général de l'UNESCO. Deuxièmement, s'agissant de la cohérence des textes juridiques élaborés dans différentes organisations internationales, il y aurait une réunion informelle à laquelle participeraient tous les Membres intéressés pour examiner ce texte. Par conséquent, les Membres apporteraient leur contribution *a priori* au lieu de réagir *a posteriori*, comme cela s'était produit pour les accords environnementaux multilatéraux, afin de garantir la cohérence globale des textes. Troisièmement, l'Uruguay prenait très au sérieux les observations de la Chine sur la lourde charge de travail que tous devaient gérer au sein de l'OMC mais une réunion informelle sur ce sujet ne signifierait pas que la diversité culturelle venait s'ajouter aux sujets dont s'occupait l'OMC.

81. La représentante des États-Unis a dit que sa délégation appuyait la proposition de l'Australie d'organiser une réunion informelle pour débattre du projet de convention de l'UNESCO et d'inviter un représentant de l'UNESCO à y assister. Comme plusieurs délégations l'avaient dit, les Membres répondaient à une demande précise de l'UNESCO. La démarche proposée par l'Australie permettait de réagir dans les limites des possibilités de l'OMC et sans préjudice des points de vue des Membres.

82. Le représentant de Djibouti a dit qu'il s'agissait d'une question d'une extrême importance et que les Membres devaient y réfléchir soigneusement avant d'adopter une position. Organiser une réunion des chefs de délégation pour mesurer l'importance de cette question serait peut-être une bonne idée, mais il fallait réfléchir soigneusement avant de prendre la moindre décision. Dans le même temps, comme la Chine et d'autres délégations l'avaient déclaré, les Membres participaient déjà suffisamment au très lourd programme de travail de l'OMC et ne devraient pas y ajouter de nouveaux sujets extérieurs à l'Organisation. Cela compliquerait intolérablement la vie des Membres. Le Groupe africain n'était pas parvenu à une position en la matière mais y parviendrait en temps voulu. Même s'il s'agissait d'une question d'importance, ce n'était pas une bonne idée de l'ajouter à la charge de travail existante de l'OMC.

83. Le représentant de la République démocratique du Congo a dit que le Directeur général de l'UNESCO avait demandé le point de vue de l'OMC et qu'il n'était que normal que l'OMC et ses Membres réagissent. Comme d'autres délégations, la République démocratique du Congo attachait une grande importance aux questions soulevées par ce projet de convention. Son pays était aussi membre du groupe des pays francophones qui, sur un certain nombre de fronts, soutenaient ce projet en tant que membres de l'UNESCO et en tant que Membres de l'OMC. Sa délégation savait toutefois que certains Membres de l'OMC n'étaient pas membres de l'UNESCO. C'est pourquoi cette question était très difficile et délicate. Sa délégation ne se prononcerait pas sur le fond de cette question pour le moment mais appuyait la proposition d'une réunion informelle qui pourrait être suivie ultérieurement d'une réunion formelle visant à esquisser les grandes lignes d'une réponse appropriée que le Directeur général adresserait en temps voulu au Directeur général de l'UNESCO. C'était une question de procédure. Sa délégation consulterait le Groupe africain de manière à donner une réponse concertée. Toutefois, en tant que petite délégation, la République démocratique du Congo n'accepterait pas de surcharger le calendrier de l'OMC et d'ajouter à sa charge de travail existante, pas plus qu'elle n'accepterait d'exception au principe de spécialisation, qui était une caractéristique des activités de toutes les organisations internationales.

84. Le Président a dit qu'il avait pris note de la proposition de l'Australie, qui avait été appuyée par un certain nombre de délégations, ainsi que des nombreuses autres déclarations. Il discuterait de cette proposition avec le Directeur général, à qui la lettre de l'UNESCO avait été adressée, pour examiner la meilleure façon de procéder sur la base de cette suggestion, et resterait en contact avec les Membres.

85. Le Conseil général a pris note des déclarations.

10. Archivage numérique des documents officiels du GATT et de certains documents internes du GATT

86. Le Directeur général, prenant la parole au titre des "Autres questions", a rappelé que le 8 octobre le Secrétariat avait distribué aux Membres une note d'information sur l'archivage numérique des documents officiels du GATT et de certains documents internes du GATT, qui avait pris la forme d'un projet de collaboration entre les bibliothèques de l'Université de Stanford et le Secrétariat de l'OMC (WT/GC/INF/3). Comme l'indiquait cette note, un accord conclu en 1999 entre le Secrétariat de l'OMC et les bibliothèques de l'Université de Stanford permettait à ces dernières d'archiver sous forme numérique certains documents officiels et documents internes du GATT. Le Secrétariat de l'OMC avait été préoccupé de l'absence de sauvegarde numérique des documents de l'époque du GATT. Ce projet avait été considéré comme une initiative provisoire utile de conservation sous forme numérique d'au moins certains documents du GATT sans y consacrer beaucoup de ressources rares. Le Directeur général tenait à donner une assise plus solide à cette initiative, raison pour laquelle il avait distribué cette note d'information. Comme cela figure dans cette note, deux questions en particulier méritaient d'attirer l'attention des Membres. La première était celle de la conservation sous forme numérique des documents officiels du GATT en espagnol et en français. Si les Membres estimaient cela souhaitable, comme lui-même le pensait, ils auraient peut-être une opinion sur les institutions susceptibles d'entreprendre ce travail et sur la façon dont le Secrétariat pourrait s'y prendre. En second lieu se posait la question des documents officiels du GATT qui continuaient de faire l'objet d'une distribution restreinte. Selon les calculs du Secrétariat, quelque 50 000 documents étaient encore dans ce cas. Le Secrétariat avait achevé l'établissement d'une liste exhaustive de ces documents, dont les Membres pouvaient prendre connaissance via le site Web qui leur est réservé. Dans l'intérêt de la transparence, les Membres devraient penser à en mettre le plus possible en distribution générale. Il suggérait que si un Membre s'intéressait à ce sujet, il commence par se mettre en rapport avec M. Harbinson, Directeur du Bureau du Directeur général. Le Secrétariat réfléchissait à la façon d'organiser des consultations à ce sujet.

87. Le Conseil général a pris note de cette déclaration.

11. Désignation du nouveau Directeur général

88. Le Président, prenant la parole au titre des "Autres questions", a rappelé aux Membres pour information que, conformément aux procédures de désignation des Directeurs généraux adoptées par le Conseil général en décembre 2002 (WT/L/509), le processus de désignation des Directeurs généraux devait commencer neuf mois avant l'expiration du mandat du Directeur général en poste par une notification du Président au Conseil général. Dans le cas présent, puisque le mandat du Directeur général actuel, M. Supachai Panitchpakdi, prendrait fin le 31 août 2005, le processus de désignation commencerait le 1^{er} décembre 2004. Conformément aux procédures arrêtées, il notifierait à ce moment-là formellement à tous les Membres, dans une communication, l'ouverture du processus.

89. Le Président a également rappelé certains des délais fixés pour le processus de désignation dans les procédures de décembre 2002. Premièrement, il a signalé que les Membres auraient un mois après le début du processus de désignation pour présenter les candidatures: autrement dit, en l'occurrence, jusqu'au 31 décembre. Deuxièmement, les candidats proposés auraient alors trois mois, c'est-à-dire jusqu'au 31 mars, pour se faire connaître aux Membres et engager des entretiens sur les questions pertinentes se posant à l'Organisation. Par ailleurs, dès que possible après la clôture du processus de présentation des candidatures, les candidats devraient être invités à rencontrer les Membres à une réunion formelle du Conseil général. Troisièmement, les deux mois restants avant la conclusion de ce processus seraient consacrés au choix et à la désignation d'un des candidats, et le processus prendrait fin avec une réunion du Conseil général convoquée au plus tard trois mois avant

l'expiration du mandat du Directeur général en poste, réunion à laquelle la décision de désigner le nouveau Directeur général devait être prise. En d'autres termes, une décision sur la désignation d'un nouveau Directeur général devait être prise au plus tard le 31 mai 2005. Le Président a rappelé que le détail des procédures figurait intégralement dans le document WT/L/509.

90. Le Conseil général a pris note de cette déclaration.

ANNEXE

Déclarations concernant l'accession du Cambodge

1. Avant l'adoption de l'ordre du jour, le Président a souhaité la bienvenue à la réunion à la délégation du Royaume du Cambodge qui, le 13 octobre, était devenu le 148^{ème} Membre de l'OMC et le deuxième PMA à accéder à l'Accord sur l'OMC depuis son entrée en vigueur en 1995. Au nom de tous les Membres, il souhaitait la bienvenue à la réunion et à l'OMC au Ministre du commerce du Cambodge et aux autres Membres de sa délégation et félicitait le Cambodge de son succès. Il pensait se faire l'interprète de tous les Membres en exprimant le souhait que la participation du Cambodge au système commercial en tant que nouveau Membre de l'OMC se traduise pour le pays et son peuple par des avantages importants et permanents.

2. Le représentant du Cambodge a remercié le Président de ses mots de bienvenue et a remercié tous les Membres pour leur soutien pendant les négociations d'accession de son pays. C'était un jour spécial pour tous les Cambodgiens, car le Cambodge participait pour la première fois à une réunion de l'OMC en tant que Membre de plein droit. Sa délégation était très satisfaite d'être le 148^{ème} Membre de cette grande Organisation et le deuxième PMA à accéder à l'Accord sur l'OMC depuis son entrée en vigueur en 1995. Accéder à cet accord offrait au Cambodge un nouvel éventail de possibilités mais ne garantissait pas que ce dernier se traduirait par des avantages. Pour transformer un potentiel en réalité, il faudrait abattre beaucoup de dur labeur au cours des mois et des années à venir. Le Cambodge ferait donc tous les efforts pour honorer les engagements pris et les concessions faites pendant qu'il négociait son accession à l'OMC. Tous les participants étaient certainement au courant des circonstances politiques qui entouraient la demande de prolongation du délai imparti pour achever la procédure interne de ratification de son Protocole d'accession présentée par le Cambodge. Grâce à la compréhension des Membres, le Cambodge y était finalement parvenu.

3. Entre-temps, un nouveau gouvernement avait été élu et il y avait un nouveau Roi dont la cérémonie de couronnement aurait lieu le 29 octobre. Ces événements étaient le signe d'une plus grande stabilité politique pour le Cambodge et, partant, une meilleure garantie que le Cambodge serait à même de respecter les règles et réglementations de l'OMC. Il souhaitait une fois de plus faire appel aux Membres pour qu'ils prêtent à son pays une assistance technique afin de l'aider à respecter les délais de mise en œuvre de ses engagements. L'OMC offrait un cadre reconnu sur le plan international dans lequel le Cambodge pouvait organiser et mener à bien le développement nécessaire de ses structures juridiques et institutionnelles et poursuivre une stratégie de développement axée vers l'extérieur. Si le Cambodge parvenait à relever ce défi, ce qu'il ferait, son accession à l'OMC serait considérée par les historiens futurs comme un tournant essentiel ayant abouti à l'accélération de son développement. Sa délégation était impatiente de participer plus activement aux réunions de l'OMC et de contribuer de toutes les manières possibles à rendre le commerce mondial plus libre et plus équitable.

4. Les représentants de la Malaisie (pour les membres de l'ANASE), de Cuba, de l'Indonésie, du Pakistan, du Venezuela, de l'Inde, du Népal, des Communautés européennes, de la Tanzanie (pour les PMA), du Nigéria (pour le Groupe africain) et du Canada ont chaleureusement souhaité la bienvenue au Cambodge en sa qualité de nouveau Membre de l'OMC.

5. Le représentant de la Malaisie, s'exprimant au nom des membres de l'ANASE, a dit que l'accession du Cambodge marquait le point culminant d'un processus qui avait pris presque dix ans depuis le moment où le Cambodge avait demandé son accession et que cela faisait juste un peu plus d'un an que l'ensemble des conditions nécessaires pour que ce pays devienne Membre avait été approuvé par les Membres à la Conférence ministérielle de Cancún. Pour l'OMC, cela constituait un autre pas important vers l'objectif d'universalité de sa participation. Les membres de l'ANASE

espéraient que la qualité de Membre de l'OMC du Cambodge lui permettrait de participer et de contribuer plus activement aux négociations commerciales internationales. En tant que Membre, le Cambodge pourrait maintenant participer pleinement au système commercial multilatéral ainsi qu'aux négociations en cours du Cycle de Doha. Les membres de l'ANASE souhaitaient plein succès à la délégation cambodgienne dans ses efforts futurs.

6. Le représentant du Pakistan a dit qu'il avait fallu longtemps au Cambodge pour mener à bien son processus d'accession et qu'il espérait que cette accession entraînerait la multiplication de ses échanges et qu'il pourrait réaliser les réformes nécessaires qu'il avait entreprises.

7. Le représentant du Népal a dit que sa délégation était très heureuse de voir un autre PMA accéder à l'OMC au terme de si longues négociations. Le Népal était passé par un processus similaire et n'était devenu Membre que six mois auparavant.

8. Le représentant de la Tanzanie, s'exprimant au nom des PMA, a dit que ces pays se sentaient renforcés par l'accession du Cambodge.
